

« L'activisme débordant de Salvini et la radicalité de son message
le maintiennent au centre de la vie politique italienne »
Entretien avec Jean-Louis Briquet

Comment peut-on expliquer la décision de Matteo Salvini de quitter la coalition gouvernementale en août dernier ?

Matteo Salvini a fait le pari que la situation politique lui permettait désormais de se passer de son allié de la coalition gouvernementale, le Mouvement 5 étoiles (M5S), et de conduire son parti, la Ligue, à gouverner seule l'Italie. Depuis les élections législatives de mars 2018 qui les avaient portés au pouvoir, le rapport de force entre ces deux mouvements s'est inversé : alors que le M5S est passé de 33% des suffrages à 17% aux européennes de mai 2019, la Ligue a multiplié par deux son résultat durant la même période, atteignant 34% en 2019 et confirmant son hégémonie sur la droite italienne, face notamment au parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, en net recul.

Dans ces conditions, Salvini a cherché à provoquer des élections anticipées, que la Ligue aurait abordées en position très favorable et qui l'auraient débarrassée, en cas de victoire, d'un allié avec lequel les divisions étaient de plus en plus marquées – qu'elles portent sur la construction de la ligne TGV Paris-Turin à laquelle les courants environnementalistes du M5S sont hostiles mais que défend fermement la Ligue, sur la mise en place d'une fiscalité régionale, très ancienne revendication des léguistes, ou sur la position à tenir face aux exigences budgétaires de la Commission européenne, Salvini prônant l'intransigeance tandis que le chef du gouvernement et son ministre de l'Economie sont plutôt enclins à la négociation.

Pour réussir son pari, il fallait cependant qu'aucune majorité parlementaire alternative à la coalition populiste constituée après les élections législatives de 2008 ne voie le jour et que Sergio Mattarella, le président de la République, soit ainsi contraint de convoquer un scrutin anticipé. C'est pourquoi Salvini, dès après avoir rendu public le 8 août la fin de son alliance avec le M5S, a réclamé ces élections haut et fort afin de « redonner la parole aux Italiens » et qu'il a qualifié à l'avance tout accord parlementaire dont la Ligue serait exclue « d'insulte à la démocratie ». Un tel accord a pourtant eu lieu, qui a abouti à la formation d'un gouvernement dirigé de nouveau par Giuseppe Conte, le président du Conseil sortant, mais soutenu cette fois-ci à la fois par le M5S et par la principale formation de la gauche italienne, le Parti démocrate (PD). Salvini a perdu son pari et son projet d'accession au pouvoir est donc – au moins pour un temps – contrecarré.

Que penser du nouveau gouvernement italien ? Cette nouvelle alliance vous paraît-elle appelée à durer ?

L'alliance entre le M5S et le PD apparaissait en effet improbable. Le premier a prospéré sur la dénonciation du « système » et des partis établis, dont le PD est un représentant emblématique ; celui-ci a invariablement dénoncé le populisme du second, son impréparation politique et son rôle dans la légitimation d'une Ligue radicalisée, nationaliste et xénophobe. La menace que constituaient des élections anticipées sur les positions de nombreux parlementaires, en particulier sur ceux du M5S, et la perspective d'une victoire de la Ligue et de l'instauration d'un gouvernement anti-européen guidé par l'extrême droite ont cependant poussé à un accord.

L'ancien secrétaire général du PD qui a été président du Conseil de 2014 à 2016, Matteo Renzi, a été l'un des premiers à prôner une alliance avec le M5S afin de « sauver l'Italie d'une dérive extrémiste ». Il a été rejoint par la gauche du parti et par son secrétaire général Nicola Zingaretti, qui ont d'abord été réticents à une alliance « contre-nature » avant d'accepter de négocier un programme de changement avec le M5S, contraint au compromis afin de se maintenir au pouvoir et d'éviter une crise prévisible en cas de défaite électorale.

Parce qu'elle est avant tout fondée sur l'opposition à la tentative de coup de force léguiste, la coalition gouvernementale est fragile. Certes, elle dispose avec près de 350 députés et 170 sénateurs d'un large soutien parlementaire ; elle repose sur une plate-forme programmatique commune censée garantir sa stabilité. Reste que des sources de tension persistent (notamment sur la politique migratoire, une partie de la gauche souhaite l'annulation des mesures répressives et restrictives prises sous le précédent gouvernement quand le M5S prône la « continuité ») et que l'ambitieux programme gouvernemental (relance économique par des investissements publics notamment dans le domaine de l'environnement et par la baisse de la fiscalité du travail, lutte contre les inégalités et revenu minimum) sera difficilement réalisable dans le contexte de forte contrainte budgétaire que connaît l'Italie. Le vote du budget 2020, cet automne, sera à ce titre une première mise à l'épreuve décisive pour le gouvernement, les choix qu'il devra nécessairement opérer risquant d'aviver les tensions entre les partis de la coalition.

Matteo Salvini est-il réellement sur la touche ? Comment peut-il rebondir ?

A court terme, Salvini a été affaibli par l'échec de son coup de force mais son exclusion du gouvernement pourrait s'avérer à moyen terme un atout. D'abord, elle lui permet de se dissocier d'une action gouvernementale qui sera nécessairement contrainte par l'austérité budgétaire et de continuer à prôner des mesures sociales qu'il n'aurait que difficilement pu instaurer s'il était resté au gouvernement (baisse des impôts, amélioration du régime des retraites). Ensuite, elle le place dans une position d'outsider, étranger à l'establishment politique et à ses manœuvres, insoumis aux « diktats de Bruxelles », en mesure de conquérir d'amples fractions protestataires de l'électorat, détachées des partis traditionnels et en demande de changement. Enfin, exclu du gouvernement, Salvini devient une force alternative, d'ailleurs quasiment la seule, et le héraut d'une opposition en attente de nouvelles élections pour conquérir le pouvoir.

L'activisme débordant de Salvini (multiplication des meetings, saturation des réseaux sociaux, forte présence dans les médias) et la radicalité de son message (xénophobie, dénonciation des élites, anti-européanisme) le maintiennent au centre de la vie politique italienne. Sa popularité reste forte, comme en attestent les sondages qui, fin septembre, accordent autour de 35% des intentions de vote à la Ligue. C'est un signe de la puissance des dynamiques sociales et politiques qui assurent le succès de ce parti (vote protestataire, repli identitaire nationaliste, insécurité sociale et culturelle).

Que penser de Italia viva, le parti que vient de créer Matteo Renzi ? Doit-on y voir une tentative de reconquérir l'électorat de droite actuellement démobilisé ?

Le Parti démocrate est, depuis longtemps, divisé entre une gauche sociale-démocrate traditionnelle et des fractions centristes libérales, dont Matteo Renzi est un des représentants. La marginalisation de ces fractions dans la direction du parti explique son départ et la création de Italia viva. L'objectif de la formation est très clairement la création d'une force réformatrice en mesure d'attirer un électorat modéré qui ne se reconnaît ni dans l'extrémisme léguiste ni dans la gauche traditionnelle. Si Renzi a rappelé son soutien au président du Conseil et a déclaré vouloir élargir la majorité parlementaire en direction du centre, la scission n'en fragilise pas moins le deuxième gouvernement Conte quelques semaines seulement après sa constitution. Et rien ne permet de dire à l'heure actuelle que l'option de Renzi annonce la formation d'un regroupement politique capable de faire obstacle à la radicalisation de la politique italienne.